



Kaléidoscope

Revue mensuelle des publications sur le développement

Recherche et Gestion des Savoirs
RCHAGC

Numéro 16 - Juillet 2004

Editorial

Sida : l'accès aux soins pour tous ?

La Conférence internationale biennale sur le VIH/sida aura lieu à Bangkok en Thaïlande du 11 au 16 juillet 2004. Organisé par la Société internationale sur le sida et parrainé par diverses institutions publiques et privées, le plus important de tous les événements internationaux relatifs au VIH/sida devrait attirer plus de 150.000 délégués du monde entier.

Cette manifestation, intitulée « l'accès pour tous », s'articulera autour de cinq grands axes de réflexion :

- le renforcement des bases scientifiques (structure du HIV, réplication, réponses immunitaires) destiné à faciliter la compréhension de la genèse de la pathologie. Une attention particulière sera portée à la recherche de médicaments et de vaccins et aux dernières avancées résultant d'expériences conduites sur les animaux ;
- les résultats récents de la recherche clinique (traitement, soins, diagnostic, traitement des maladies opportunes et autres désordres liés au HIV, thérapie antirétrovirale et immunothérapie), en particulier des points de vue pédiatrique, obstétrique, gynécologique et dentaire. Un accent sera mis sur les pratiques des milieux à ressources limitées ;
- l'épidémiologie et la prévention qui s'intéressera aux progrès accomplis en termes de collecte, d'analyse et d'exploitation des données recueillies permettant d'établir la répartition du VIH et repérer les comportements qui contribuent à sa propagation. Le point focal concernera la conception et l'évaluation des interventions de prévention aussi bien que l'histoire naturelle de l'infection et son impact sur la démographie ;
- la dimension économique et sociale du VIH. Cet axe de réflexion portera également sur les stratégies visant à maintenir la qualité de la vie et le bien-être des personnes vivant avec le virus et les moyens de minimiser l'impact de l'infection au niveau de l'individu, de la famille, de la communauté et de la société au sens large ;
- les progrès et les leçons tirées des expériences et de l'évolution des défis dans la mise en œuvre des politiques et des programmes de lutte contre le VIH/sida, au niveau mondial, national et communautaire. Ce sera l'occasion de faire l'inventaire des expériences réussies et des efforts innovants déployés pour tenter notamment de dépasser les obstacles spécifiques aux différents contextes.

Rappelons que, selon les estimations de l'ONUSIDA, arrêtées à fin 2003, avec 44 millions de personnes infectées dans le monde et une progression au rythme de 14.000 nouvelles personnes infectées chaque jour, dont 95% dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire, la propagation de la pandémie ne semble pas amorcer le moindre recul. SS

Dans ce numéro

L'EAU

L'éducation par l'assainissement
Le droit à l'eau potable face à la pratique des Etats
Traitement des effluents, au bon choix de l'industriel
Agenda

LA TERRE

Les énergies renouvelables
Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2003-2004
Bilan cotonnier de l'Afrique de l'Ouest et du Centre
Agenda

LES HOMMES

Rapport sur le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme
Santé, richesse et bien-être
La Banque mondiale et l'éducation en Afrique subsaharienne
Agenda

LES ORGANISATIONS

Collectivités locales et droit de la concurrence
Libération de l'économie intangible
Rôle et influence des ONG auprès des politiques
Agenda

DROIT, REGULATION

UE dans la lutte contre le blanchiment
Rapport mondial sur la corruption
Mondialisation et politique financière
Agenda

GEOGRAPHIES

La Turquie dans l'Europe
Partenariat stratégique entre UE et le Moyen-Orient
L'Afrique du Sud après l'apartheid, démocratie et inégalités
Agenda

Sources

L'EAU

➤ L'ouvrage

Water and Sanitation : the Education Drain - Eau potable : l'éducation par l'assainissement - Burrows, G.; Acton, J.; Maunder, T. - WATER AID - 2004 - 24 p. – Cote U3.160

Les auteurs de ce rapport estiment que l'accès à l'eau et à l'assainissement sous-tendent tous les autres problèmes de développement dans les pays les plus pauvres du monde : de l'amélioration de l'accès à l'éducation pour s'attaquer à la maladie, à l'éradication de la faim pour promouvoir l'égalité de genre. Ils soutiennent que l'éducation n'est pas la seule la stratégie pour lutter contre la pauvreté. En effet, les enfants ne recevront pas l'éducation dont ils ont besoin s'ils sont trop malades pour fréquenter l'école, ou s'ils sont occupés à puiser de l'eau, ou encore si les enseignants refusent de travailler parce que les installations d'assainissement sont insuffisantes. En Tanzanie et au Bangladesh, par exemple, la fréquentation scolaire a augmenté de 12 à 15%, lorsque le temps de puisage de l'eau a été réduit. Aussi apparaît-il indispensable que les donateurs et les gouvernements accordent une priorité à l'eau et à l'assainissement dans les stratégies de réduction de la pauvreté.

➤ Le rapport web

Le droit à l'eau potable face à la pratique des Etats - Goudreau, F. ; Rancourt, M.E. - UNIVERSITE DU QUEBEC, 2004 - 31 p.

Le droit à l'eau est un droit humain et également une composante de plusieurs droits fondamentaux. Cependant, compte tenu de l'impact pour les États de considérer l'eau potable comme faisant partie de la catégorie des droits plutôt que des besoins, il est intéressant de se demander dans quelle mesure ces mêmes États octroient réellement le statut de droit à cette substance. Pour tenter de répondre à cette question, les auteurs ont étudié tout d'abord l'aspect théorique du problème. Dans un second temps, pour connaître l'application pratique de ce droit, ils ont procédé à l'analyse des rapports périodiques remis par les États aux Nations Unies, rapports dans lesquels les États précisent l'application effective des droits protégés par certains instruments internationaux, notamment le droit à l'eau potable. Enfin, les auteurs se demandent si les États, qui reconnaissent pourtant généralement aisément le droit à l'eau potable dans la théorie, n'en viennent pas davantage à tenter de le passer sous silence quand vient le temps de l'appliquer et de reconnaître ce droit de façon effective.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/533.pdf>

➤ L'article

Dossier technique : traitement des effluents, au bon choix de l'industriel - HYDRO PLUS, juin 2004 - pp. 28-35 – Cote COLL

En quelques dizaines d'années, le traitement des effluents industriels a bien changé. En effet, les industriels se sont engagés dans un processus d'amélioration qui est notamment la base de la norme qualité Iso 14001. De leur côté, les autorités publiques, par l'intermédiaire des Drire, accompagnent ce changement en intégrant les contraintes économiques des industries concernées. Aujourd'hui, le défi de l'industriel est d'améliorer la qualité de ses rejets dans la limite de ses possibilités sur le plan économique. Pour y répondre, une logique au cas par cas semble la plus adaptée.

➤ L'agenda

- *L'eau en Afrique – BAD, 1^{er}-3 juillet 2004, Tunis, Tunisie*
- *Semaine mondiale de l'eau – Stockholm International Water Institute, 16-20 août 2004, Stockholm, Suède*
- *Conférence internationale sur la bonne gouvernance de l'eau pour les populations, la nature – Association américaine des ressources en eau (AWRA), 29 août-1^{er} septembre 2004, Dundee, Ecosse, Royaume-Uni*
- *Congrès mondial de l'eau – International Water Association (IWA), 19-24 septembre 2004, Marrakech, Maroc*

LA TERRE

➤ L'ouvrage

Les énergies renouvelables - L'homme, J.C. - DELACHAUX ET NIESLE, 2004 - 190 p. – Cote N2.33

L'intérêt pour les énergies renouvelables est plus qu'un phénomène de société : il constitue désormais un enjeu pour la planète entière. En effet, face à la rupture avérée de la cohésion écologique de la terre, l'être humain est contraint pour la première fois d'évaluer l'impact de son activité et d'explorer les solutions alternatives pour produire l'énergie sans consumer le patrimoine terrestre. Hier encore marginale, cette tendance s'étend aujourd'hui à des activités tout à fait significatives, dans des secteurs de pointe. Cet ouvrage dresse un panorama précis et complet de ces explorations, présenté dans une perspective à la fois historique, technologique et écologique, esquissant ainsi un bilan des progrès réalisés, tout en ouvrant le spectre de ce qu'il nous est permis d'en attendre.

➤ Le rapport web

La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2003-2004 - Les biotechnologies agricoles : une réponse aux plus démunis ? – FAO, 2004 - 300 p.

Ce rapport examine les réponses que les biotechnologies agricoles pourront apporter aux besoins des populations pauvres qui souffrent d'insécurité alimentaire. L'agriculture reste confrontée à de graves difficultés, en particulier celle de devoir nourrir deux milliards de personnes supplémentaires d'ici 2030 avec une base de ressources naturelles de plus en plus fragile. L'étude passe en revue les résultats obtenus par la recherche agricole en matière de croissance économique et de sécurité alimentaire. L'on y trouve également une présentation succincte de la situation de l'alimentation et de l'agriculture dans le monde et au niveau régional, pour la période 2003-2004, en particulier les dernières estimations du nombre de personnes sous alimentées, les tendances de la production, du commerce et des prix des produits, le soutien et le financement du secteur agricole et l'assistance extérieure.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/532.HTM>

➤ L'article

Bilan cotonnier de l'Afrique de l'Ouest et du Centre - AFRIQUE AGRICULTURE, juin 2004 - pp. 19-33

Ce bilan, tiré d'une étude réalisée par Jean Luc Chanselme, montre que la production mondiale de coton maintient son cap grâce aux bons scores de plusieurs pays. Il jette également un nouvel éclairage sur un grand nombre de facteurs permettant de mieux évaluer les trajectoires de développement, et leurs contraintes, dans onze pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. La campagne cotonnière 2003-2004 s'est soldée par des résultats mondiaux proches de la précédente mais de grandes disparités existent entre les deux. Surfaces et production sont en forte hausse au Mali et au Burkina Faso, tandis qu'elles ont régressé au Togo et en Guinée et se sont effondrées en Côte d'Ivoire.

➤ L'agenda

- *Conférence internationale sur le tourisme soutenable – Wessex Institute of Technology, 7-9 juillet 2004, Segovia, Espagne*
- *13^{ème} congrès mondial sur l'air propre et la protection de l'environnement – International Union of Pollution Prevention, 22-27 août 2004, Londres, Royaume-Uni*
- *Congrès mondial sur les énergies renouvelables – World Renewable Energy Network, 28 août – 3 septembre 2004, Denver, Colorado, Etats-Unis*
- *19^{ème} congrès mondial sur l'énergie – Conseil mondial de l'énergie, 5-9 septembre 2004, Sydney, Australie*
- *Forum urbain mondial – UN Habitat, 13-17 septembre 2004, Barcelone, Espagne*

LES HOMMES

➤ L'ouvrage

Rapport sur le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme - Barzach, M. – HCCI, 2004 - 19 p. – Cote DT

Ce rapport rappelle dans un premier temps l'historique, les objectifs et les principes du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, conçu comme un instrument de financement et de mise en cohérence des politiques de santé. Il évoque ensuite les perspectives d'évolution du Fonds mondial, ses forces, ses faiblesses, et les stratégies actuelles pour remédier à ses faiblesses (élaboration de partenariats techniques, accélération des processus d'accord et des décaissements, mise en place d'un reporting pertinent, mobilisation plus importante des ressources, réponse aux critiques en matière d'efficacité des traitements). Un chapitre est consacré au positionnement du Fonds sur la scène internationale et notamment par rapport à l'OMS et à l'ONUSIDA, à la Commission européenne, à l'aide américaine et aux différentes fondations. La dernière partie fait la synthèse de ces éléments et débouche sur une proposition de résolution du HCCI.

➤ Le rapport web

Santé, richesse et bien-être - Bloom, D. E. ; Canning, D. ; Jamission, D.T. FINANCES ET DEVELOPPEMENT, 2004 - 15 p.

Explorant l'économie de la santé et du développement, les auteurs sont d'avis que de nouvelles données et une perspective plus générale semblent indiquer que les progrès sanitaires ont un rendement économique appréciable. S'inspirant d'études sur le bien-être humain, ils affirment que les estimations des progrès économiques ont été sous-estimées dans le passé et que les récentes pertes économiques causées par le VIH/sida sont elles aussi sous-estimées si les économistes prennent pour étalon le PIB par habitant. Les auteurs affirment qu'il serait préférable d'utiliser le "revenu total", qui saisit à la fois la valeur des variations de l'espérance de vie et le revenu tel qu'il est mesuré dans les comptes nationaux. Il en ressort que la prise en compte de ces nouveaux critères impliquerait une véritable catastrophe pour le continent africain.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/534.pdf>

➤ L'article

La Banque mondiale et l'éducation en Afrique subsaharienne - Altinok, N. LES CAHIERS DE L'IREDU, n° 64, janvier 2004 - 219 p. – Cote COLL

Ce numéro spécial, sous-titré "de grandes paroles pour de petites actions", s'intéresse en premier lieu au problème de la dette des pays pauvres, dont ceux de l'Afrique, avant d'aborder celui de l'échec des politiques classiques en faveur de la scolarisation primaire universelle. Les auteurs font le constat que plus un pays est endetté, plus ses marges de manœuvre en matière éducative sont restreintes. Ils proposent de s'interroger sur le réalisme de l'objectif suivant lequel l'éducation pour tous peut être atteint au vu des récentes initiatives soutenues par la Banque mondiale. L'analyse porte dans un premier temps sur l'aspect du financement de l'éducation, en s'attachant à montrer comment l'endettement des pays a bloqué le développement de son système éducatif. Une autre question fondamentale quant à l'obtention d'une scolarisation primaire universelle est par ailleurs abordée : celle de l'école efficace.

➤ L'agenda

- *Congrès de l'Union internationale contre les infections sexuellement transmissibles dans la région Asie-Pacifique – USTI, COTTISA, TMSSTD, 6-9 juillet 2004, Chiang Mai, Thaïlande*
- *15ème conférence internationale sur le sida, 11-16 juillet 2004, Bangkok, Thaïlande*
- *Forum mondial de l'éducation (FME) – Comité organisateur du Forum, 28-31 juillet 2004, Porto Alegre, Brésil*

LES ORGANISATIONS

➤ L'ouvrage

Les collectivités locales et le droit de la concurrence : efficacité économique, réglementation et services publics locaux - Souty, F. - IMPRIMERIE NATIONALE, 2003 - 504 p. – Cote PP

Pour assumer, dans un sens conforme à l'intérêt général ainsi que dans un cadre libéralisé, leurs responsabilités économiques, les collectivités locales doivent mieux maîtriser les règles du jeu de la concurrence. A cet effet, ce livre pose trois questions : 1) Dans quelles conditions les collectivités locales doivent-elles faire face aux problèmes posés par l'emprise croissante du droit et de la politique de la concurrence sur les comportements des opérateurs économiques et privés ? 2) Comment fusionner l'examen du droit national et celui du droit communautaire, afin d'apporter des solutions concrètes aux acteurs locaux concernés par les problèmes de concurrence ? 3) Comment les analyses concurrentielles contribuent-elles à la redistribution des pouvoirs économique et politique entre l'Etat et les collectivités locales ?

➤ Le rapport web

Freeing the Intangible Economy : Services in International Trade - Libération de l'économie intangible : les services dans le commerce international - Zoellick, R. - U.S.T.R., 2003 - 10p.

Comme les Etats-Unis d'il y a un siècle, les pays en voie de développement ont aujourd'hui besoin de l'investissement, de la technologie et de l'expertise étrangères pour construire une infrastructure de services. La libéralisation de leurs marchés de services devrait en effet attirer de nouveaux intervenants et de nouveaux investissements dont le bénéfice se diffuserait bien au-delà du secteur des services. Cette libéralisation permettrait aussi d'ouvrir de nouvelles perspectives aux pays en voie de développement afin de négocier des services entre eux. La Banque mondiale a évalué que les pays en voie de développement augmenteraient leur revenu annuel de 900 milliards de \$ simplement en éliminant leurs propres barrières tarifaires du marché des services.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/515.pdf>

➤ L'article

Rôle et influence des ONG auprès des politiques - AIDE ET ACTION MAGAZINE, n° 90, 2004/03 - pp. 9-13

Les Organisations non gouvernementales (ONG) peuvent être dotées de plusieurs mandats. On les connaît sur "le terrain" et comme "leader d'opinion" pour les causes qu'elles défendent. Depuis quelques années, elles ont gagné la reconnaissance des institutions publiques auprès desquelles elles ont accédé à un nouveau rôle de partenaire politique des Etats et des organisations internationales. Ceci leur donne une opportunité inégalée de faire entendre la voix de la société civile et d'essayer de faire changer les choses d'en haut !

➤ L'agenda

- 3^{ème} sommet de l'Union Africaine, 6-8 juillet 2004, Addis Abeba, Ethiopie
- Lancement du Rapport mondial sur le développement humain, 16 juillet 2004, Turquie
- Journées de la coopération internationale et du développement – MAE, DGCID sur le thème « l'action du réseau français face aux nouveaux enjeux nationaux », 16-17 juillet 2004, Paris, France
- Conférence « collaboration multinationale et ONG, les leçons de l'expérience Carrefour/FIDH », 17 juillet 2004, Paris, France
- Séminaire conjoint UNITAR/Pôle-Dette de formation sur la rédaction des clauses spécifiques des accords de prêts pour les pays francophones d'Afrique du Centre et de l'Ouest, 9-13 août 2004, Lomé, Togo

DROIT, REGULATION

➤ L'ouvrage

L'Union européenne dans la lutte contre le blanchiment d'argent : entre intérêts nationaux et intérêts communautaires - Mani, M. - L'HARMATTAN - ENTREPRISES & MANAGEMENT, 2003 - 245 p. - Cote E3.111

Depuis une vingtaine d'années, on assiste à une prise de conscience des dangers que le blanchiment fait peser sur les économies nationales et sur les Etats de droit qui les ont bâties. Face à ce fléau, les réponses internationales ne se sont pas fait attendre, notamment au sein de l'Union européenne qui a un rôle majeur à cet égard. Sont-elles efficaces pour autant ? Ce livre, très documenté, tente de répondre à une question qui dérange : qui aujourd'hui a intérêt à lutter efficacement contre le blanchiment de capitaux ? Quelle est la marge de manœuvre réelle des Etats dans un espace économique et politique globalisé ? Au terme d'une analyse pointilleuse et documentée, enrichie par des informations puisées à la source, l'auteur parvient à cette conclusion suivante : "l'attitude ambiguë qu'entretiennent les pays membres de l'Union avec les paradis fiscaux et les centres offshore constitue un frein important à l'amélioration des résultats de la lutte européenne et mondiale contre le blanchiment". Selon lui, les principaux obstacles à la lutte contre le blanchiment d'argent sont politiques et les discours officiels ne servent qu'à dissimuler cette évidence.

➤ Le rapport web

Rapport mondial sur la corruption 2004 - TRANSPARENCY INTERNATIONAL, 2004 - 440 p.

Le "Rapport mondial sur la corruption 2004", de l'ONG Transparency International, donne un aperçu général de l'état de la corruption dans le monde. Il couvre les événements nationaux et internationaux, les changements institutionnels et juridiques, ainsi que les activités du secteur privé et de la société civile pour la période de juillet 2002 à juin 2003. Le rapport porte cette année essentiellement sur la corruption politique. Il vise à restaurer le principe d'intégrité, de responsabilité et l'obligation redditionnelle comme éléments de la gouvernance, d'empêcher le paiement de pots-de-vin par les multinationales et d'endiguer les mouvements de capitaux usurpés en direction des comptes secrets créés à l'intérieur du système bancaire des pays occidentaux. Il dresse une liste détaillée des fonds supposés au cours des deux dernières décennies. Trente-quatre pays sont ainsi passés au crible, dont neuf se trouvent sur le continent africain : Afrique du Sud, Algérie, Burundi, Egypte, Mali, Nigeria, Ouganda, Sénégal et Zambie.

<http://www.globalcorruptionreport.org>

➤ L'article

Mondialisation et politique financière internationale : le verdict de Stiglitz Basu, K. - PROBLEMES ECONOMIQUES, n° 2852, 2004/05 - pp. 33-40

L'auteur reconnaît à l'ouvrage de Joseph Stiglitz, « La grande désillusion », le mérite d'ouvrir le débat sur la place et le rôle des grandes instances internationales de régulation, et notamment du FMI, à travers les crises financières qui ont jalonné la dernière décennie du XXème siècle. Tout en soulignant les bienfaits du commerce et des flux financiers internationaux, le prix Nobel de 2001 déplore, dans son ouvrage, la façon dont est régulée cette mondialisation. L'auteur de cet article revient sur les arguments avancés par l'auteur de « La grande désillusion » pour dénoncer la responsabilité du FMI dans les crises asiatique et russe des années 1997-1998. C'est par la mise en œuvre de prescriptions mal adaptées à la situation que le FMI a contribué à l'approfondissement de la crise asiatique, estime Joseph Stiglitz. Mais la position ambiguë de ce dernier quant aux erreurs du FMI suscite l'interrogation de Kaushik Basu. Ces dernières relèvent-elles de malversations ou de simples bévues ? Par ailleurs, l'auteur de l'article regrette que le livre ne fournisse pas de paradigme alternatif au modèle orthodoxe.

➤ L'agenda

- Réunion plénière Conseil de l'Europe, Comité Moneyval, 5-9 juillet 2004, Strasbourg, France
- Réunion plénière Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux en Amérique du sud (GAFISUD), 21-23 juillet 2004, Buenos Aires, Argentine
- 8ème réunion du Groupe anti-blanchiment d'Afrique orientale et australe (GABAOA), 16-19 août 2004, Ile Maurice

GEOGRAPHIES

➤ L'ouvrage

La Turquie dans l'Europe : un cheval de Troie islamiste ? Del Valle, A. ED. DES SYRTEs, 2004 -352 p. – Cote PTR.001

L'entrée de la Turquie dans l'Union européenne en 2004 soulève de nombreuses interrogations. Cet ouvrage présente les conséquences sociales, économiques et géopolitiques de cette éventuelle adhésion à l'UE. Il aborde également les obligations qui s'imposeraient à la Turquie quant à sa politique intérieure, notamment sur les questions des droits de l'homme, de la co-existence des différentes religions et de la démocratisation. Au terme d'une analyse historique et géopolitique fouillée, l'auteur démontre qu'en exigeant le démantèlement du pouvoir politique de l'armée, seule garante de l'exception laïque turque pro-occidentale, Bruxelles fait le jeu des islamistes. Quant aux Etats-Unis, qui appuient la candidature d'Ankara dans l'Union, leur calcul paraît dangereux : face à la menace islamiste, qu'elle soit idéologique ou terroriste, l'auteur considère qu'ils auraient en effet plus intérêt à consolider la solidarité panoccidentale avec l'Union, voire avec la Russie, qu'à servir d'alliés à ceux qui semblent décidés à devenir le plus grand lobby islamiste à l'échelle occidentale, via l'Europe. Afin d'éviter les deux écueils de l'intégration et du rejet, l'auteur propose comme alternative, un statut d'association privilégiée avec la Turquie.

➤ Le rapport web

Rapport intérimaire sur un partenariat stratégique entre l'UE et la région méditerranéenne ainsi que le Moyen-Orient - COMMISSION EUROPEENNE, 2004 - 9p.

Le Conseil européen, qui s'est tenu en décembre 2003, a invité la présidence et le Secrétaire général/Haut représentant, en coordination avec la Commission, à présenter des propositions concrètes sur la stratégie à suivre à l'égard du Moyen-Orient. Le présent document traite de ce sujet et du mandat connexe confié par le Conseil européen en vue de développer les relations avec le monde arabe. L'objet de ce rapport intérimaire est triple : - donner un aperçu des discussions menées à ce jour sur la stratégie ; - présenter une analyse des engagements actuels de l'UE dans la région et mettre en exergue les principaux développements à venir ; - proposer les éléments de base d'une stratégie pour un partenariat commun dans la région, établir un programme de consultations avec nos partenaires dans la région et donner des orientations en vue des discussions qui se tiendront avec d'autres intervenants extérieurs dans les trois prochains mois.

http://www.medeia.be/files/EU_report_on_Strategic_Partnership_with_the_Med_3_2004_FR.doc

➤ L'article

Afrique du Sud : après l'apartheid, démocratie et inégalités - Piro, P. ; Hurley, D. - FAIM DEVELOPPEMENT MAGAZINE, n°195, 2004/05 - pp. 12-17

En 1994, un processus politique exemplaire venait à bout du régime de l'apartheid. Dix ans plus tard, les auteurs constatent que la réconciliation nationale, plutôt réussie, n'a pas suffi à réparer les torts et lever les clivages qui scindaient l'Afrique du Sud, à quelques nuances près. En effet, la richesse du pays est majoritairement blanche et la pauvreté noire. Les blancs détiennent toujours les meilleurs emplois et plus de 80% des terres cultivables. Les réformes ultra-libérales n'arrangent rien. Le dossier comporte quatre articles : « L'autre évêque anti-apartheid », « Le Sida cause nationale ? », « La révolte des pré-facturés » et « Une terre à venir ».

➤ L'agenda

• Conseil d'Association UE/Jordanie, 13 juillet 2004

Cette revue mensuelle des publications sur le développement prend le relais de Pressedoc, synthèse hebdomadaire d'informations externes du groupe de l'AFD dont la parution a été arrêtée en décembre 2002. Elle a pour ambition de donner, chaque mois de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement économique et de la lutte contre la pauvreté. Elle complète d'autres supports d'information ou d'analyse du groupe - internes ou externes - développés récemment ou en cours d'élaboration. Elle mettra chaque mois l'accent sur l'événement majeur de la période, dans une logique de gestion des connaissances et d'anticipation. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et **n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD** :

A propos ■ *Africa confidential* ■ *African business magazine* ■ *African review of money finance and banking* ■ *Afrique agriculture* ■ *Afrique éducation* ■ *Aghrymet* ■ *Bulletin Alter-agri* ■ *Alternatives économiques* ■ *Alternatives internationales* ■ *Arabies* ■ *Archimède et Léonard* ■ *Les carnets de l'Aitec* ■ *Ashgate* ■ *Assexport* ■ *Autrepart* ■ *Aventure au XXème siècle* ■ *Banque magazine* ■ *Bois et forêts des tropiques* ■ *Bulletin de l'Union européenne* ■ *Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria* ■ *Bulletin du club du Sahel* ■ *Bulletin du Conseil général du Gref* ■ *Bulletin du Fmi* ■ *Bulletin du Parlement européen* ■ *Bulletin économie solidaire Ires* ■ *Bulletin Medcoop* ■ *Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse* ■ *Bulletin Objectif Terre* ■ *Bulletin officiel de la Banque de France* ■ *Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (Ieom)* ■ *Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (Iedom)* ■ *Bulletin tropical Cahiers/agriculture* ■ *Les Cahiers de l'Ifri* ■ *Les Cahiers de l'Outre-mer* ■ *Les Cahiers d'études et de recherches francophones* ■ *Cambridge Journal of Economies* ■ *Choix* ■ *La chronique Amnesty International* ■ *Commerce international du bois* ■ *Le Courrier de la planète* ■ *Le Courrier des Pays de l'est* ■ *Le Courrier du maire* ■ *Critique internationale* ■ *Déchets, sciences et technique* ■ *Diagoflash* ■ *Dialogue* ■ *Eeau potable* ■ *Ecoliers du monde* ■ *Economia* ■ *Economica* ■ *Economie et humanisme* ■ *Economie et prévision* ■ *Economie et sociétés* ■ *Economie et statistique* ■ *Economie internationale* ■ *L'Economie politique* ■ *Economie rurale* ■ *Energie plus environnement et techniques* ■ *L'Environnement magazine, décision environnement* ■ *Revue études* ■ *Les études de la Dgcid* ■ *Etudes foncières* ■ *L'Expansion Management Review* ■ *Eyrolles* ■ *Faim et développement magazine* ■ *Far Eastern Economic Review* ■ *Finances et développement* ■ *Bulletin d'information forêt méditerranéenne* ■ *Forum du commerce international* ■ *Fraternitaire* ■ *Fruitrop* ■ *Gafi – bulletin d'informations* ■ *Géopolitique* ■ *Gérer et comprendre - annales des mines* ■ *Grain de sel* ■ *Gret* ■ *L'Harmattan* ■ *Health Policy and Planning* ■ *Hérodote* ■ *Hommes & migrations* ■ *Hydro plus magazine* ■ *Industry and Environment* ■ *Infosuma* ■ *Insee première* ■ *International Rubber Digest* ■ *IRD* ■ *Journal des Communautés européennes* ■ *Journal of African Economies* ■ *Journal of Microfinance* ■ *Khartala* ■ *Lettre Africa Energy Intelligence* ■ *Lettre d'information de l'Adea* ■ *Lettre d'information de l'Eadi* ■ *Lettre de conjoncture Bnp Paribas* ■ *Lettre de la profession bancaire* ■ *Lettre de l'Atibt* ■ *Lettre de l'Isted* ■ *Lettre de l'Océan indien* ■ *Lettre de Profession politique* ■ *Lettre de transparence* ■ *Lettre du blanchiment* ■ *Lettre du Cean* ■ *Lettre du Cepii* ■ *Lettre du Sahel* ■ *Lettre Gereso* ■ *Lettre mensuelle d'Equilibre et populations* ■ *Lettre mensuelle Ieom* ■ *Lettre mensuelle Iedom* ■ *Liaisons énergies francophonie* ■ *Litec* ■ *Maghreb sélection* ■ *Marchés des céréales* ■ *Marchés du riz* ■ *Le Marin* ■ *Middle East Economic Digest* ■ *Mining journal* ■ *Le Moci* ■ *Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment* ■ *Nord- Sud Export* ■ *Les Notes bleues de Bercy* ■ *Note de conjoncture de l'Insee* ■ *Notes et études documentaires* ■ *Notes rapides de l'Iaurif* ■ *Les Nouvelles calédoniennes* ■ *Les Nouvelles d'Addis* ■ *Nouvelles de l'Uit* ■ *Nouvelles du sud* ■ *Nouvelles économiques et financières de Tunisie* ■ *Les Nouvelles de l'Office international de l'eau* ■ *L'Observateur de l'Ocde* ■ *Observations et diagnostics économiques* ■ *Ocde* ■ *Oil World* ■ *Option finance* ■ *Péninsule* ■ *Perspectives de l'alimentation Fao* ■ *Perspectives économiques de l'Ocde* ■ *Pétrole & gaz informations* ■ *Peuples en marche* ■ *Politique africaine* ■ *Politique étrangère* ■ *Problèmes économiques* ■ *Repères émergents* ■ *Revue Cambodge actualités* ■ *Revue d'économie du développement* ■ *Revue d'économie financière* ■ *Revue d'économie industrielle* ■ *Revue d'économie politique* ■ *Revue de la stabilité financière* ■ *Revue des concessions et délégations de service public* ■ *Revue des transports urbains* ■ *Revue des questions humanitaires* ■ *Revue du Trésor* ■ *Revue économique et sociale* ■ *Revue humanitaire* ■ *Revue Tiers monde* ■ *Rice Situation and Outlook Report* ■ *Santé et travail* ■ *Savings and Development Sciences* ■ *Journal sécheresse* ■ *Small Enterprise Development Journal* ■ *Sociétal* ■ *Sugar and sweetener* ■ *Syfia international* ■ *Systèmes solaires* ■ *Techniques financières et développement* ■ *Techniques culturelles simplifiées* ■ *Transports urbains* ■ *Transport international Urbanisme* ■ *Vietnam Investment Review* ■ *Villes en développement* ■ *Vivre autrement* ■ *World Bank Economic Review* ■ *World Bank Research Observer* ■ *World Development* ■ *World Economic and Financial Surveys* ■ *World Economic Outlook*.

Responsable de la rédaction :

Hervé BOUGAULT

Coordination :

Sylvie SCIANCALEPORE

Bertrand NORA

Réalisation :

Alfred HUC

Monique LAFFAITEUR

Annie LOPEZ PORTZERT

Chantal SARALLIER

Sylvie SCIANCALEPORE

Saisie/mise en page

Francine GILBERT